



Gaza, jour 678 : l'enclave palestinienne meurt de faim et des bombes israéliennes

Description

Après des mois de blocus israélien à Gaza et malgré une situation humanitaire dramatique, l'accès de l'aide internationale à l'enclave palestinienne reste extrêmement limité. Une centaine d'ONG publie aujourd'hui une lettre dénonçant le recours d'Israël à une nouvelle législation pour empêcher l'acheminement des vivres à l'intérieur de Gaza. En parallèle, Netanyahu a multiplié ces derniers jours les déclarations inquiétantes.

Par Agence Média Palestine, le 14 août 2025.



**Gaza, jour 678 :
l'enclave
palestinienne
meurt de faim et
des bombes
israéliennes**

La lettre a été rendue publique ce jeudi 14 août au matin. Signée par plus d'une centaine d'ONG dont Oxfam et Médecins sans frontières, elle dénonce les difficultés voire l'impossibilité de délivrer de l'aide humanitaire à Gaza pour de nombreuses ONG. Dès après les signataires, une soixantaine de demandes de livraison de biens de première nécessité à Gaza ont été refusées pour le seul mois de juillet.

Un nouveau cadre législatif restrictif

Derrière ces refus d'exercer leur activité d'aide humanitaire aux ONG se cache en réalité une modification législative mise en place par le gouvernement israélien au mois de mars dernier. Ce nouveau cadre légal, dénoncé par les ONG signataires de la lettre, met à jour les conditions d'organisation de l'aide apportée par les ONG travaillant avec les Palestiniens. Ainsi, les ONG considérées comme ayant nié le caractère démocratique du régime israélien ou qui *promouvent des campagnes de désinformation contre le pays* peuvent se voir refuser leur enregistrement en tant que groupe d'aide et donc leur habilitation à délivrer de l'aide humanitaire.

Ces durcissements des conditions de livraison de l'aide humanitaire ont lieu alors que l'enclave palestinienne s'enfonce dans une famine grandissante. Onze personnes sont mortes de faim en 24 heures à Gaza. Les ONG signataires de la lettre ont dénoncé ces nouvelles méthodes d'enregistrement mises en place par le régime israélien, elles affirment que les Palestiniens se retrouvent démunis et premières victimes de dispositions sensées limiter l'influence du Hamas après la communication officielle de l'Etat génocidaire. Cité par France 24, Jolien Veldwijk, directeur de l'organisation caritative Care dans les territoires palestiniens, a déclaré : *« Notre mandat est de sauver des vies, mais en raison des restrictions liées à l'enregistrement, les civils se retrouvent sans la nourriture, les médicaments et la protection dont ils ont un besoin urgent »*.

Des vivres volontairement bloqués

Les ONG à l'origine de la lettre publiée ce jour vont même plus loin, mettant en cause ce nouveau système d'enregistrement des associations qui livrent de l'aide humanitaire, qui servirait à bloquer délibérément l'acheminement des vivres et médicaments sous un vernis légal : *« Aujourd'hui, les craintes des ONG internationales se sont avérées vraies : le système d'enregistrement est désormais utilisé pour bloquer davantage l'aide et refuser nourriture et médicaments au milieu du pire scénario possible de famine »*.

Les conséquences de ces blocages sont catastrophiques. Les ONG affirment dans la lettre que bon nombre d'entre elles n'ont pas pu faire entrer ne serait-ce qu'un seul camion d'aide au sein de l'enclave palestinienne depuis le début du blocus israélien le 2 mars dernier. Les chiffres liés à ces blocages d'aide sont absolument effarants, comme expliqué dans la lettre avec l'exemple de l'ONG Anera, qui *dispose de plus de 7 millions de dollars de fournitures vitales prêtes à entrer à Gaza, y compris 744 tonnes de riz, suffisantes pour six millions de repas, bloquées à Ashdod (Israël) seulement quelques kilomètres*.

En plus de ces blocages liés aux nouvelles dispositions juridiques israéliennes, des ONG dénoncent des lenteurs manifestes au checkpoint de Rafah après l'agence de presse Reuters. Des travailleurs humanitaires interrogés et des chauffeurs routiers ont dénoncé *« le*

refus de livraison pour des problèmes mineurs et de paperasseries», une surveillance accrue pour détecter un double usage militaire d'une série de biens et des horaires de travail réduits au poste-frontière israélien. L'agence de presse a interrogé les autorités israéliennes pour obtenir des explications sur ces ralentissements qui semblent relever d'un zèle dilatoire, sans obtenir de réponse.

Netanyahu multiplie les annonces guerrières

Alors que la situation humanitaire continue de se détériorer dans la bande de Gaza assiégée, Netanyahu a multiplié ces derniers jours les déclarations va-t-en guerre et dangereuses pour l'avenir des Palestiniens. Dans un entretien avec la chaîne israélienne i24 ce mardi 12 août, le chef du gouvernement israélien d'extrême-droite a dit qu'il se sentait investi d'une mission historique et spirituelle, en rappelant son attachement au Grand Israël. Ce terme fait référence chez les sionistes à un projet expansionniste qui comprend l'intégralité de la Palestine et des parties de l'Égypte (le Sinaï égyptien), du Liban, de l'Irak et de la Syrie.

Autre annonce marquante de Netanyahu durant son interview à la chaîne i24, il a annoncé ouvrir la possibilité pour les Palestiniens de quitter la bande de Gaza, affirmant qu'ils ne les poussaient pas dehors. Le lendemain, [dans un entretien avec une chaîne de télévision américaine très droitiste](#), il a répondu au journaliste lui demandant pourquoi l'armée israélienne ne détruit pas le Hamas et la bande de Gaza en prononçant les mots suivants : « Nous pouvons les bombarder comme les Alliés (pendant la Seconde Guerre Mondiale) ont bombardé Dresde, nous pourrions les affamer à en croire certaines affabulations, ces mensonges subies par Israël, alors tout le monde serait déjà mort ».

Il a finalement annoncé la mise en place de son plan d'occupation de Gaza city et des opérations militaires en cours pour détruire la résistance palestinienne dans la ville. D'après Al-Jazeera, l'armée israélienne a détruit plus de 300 maisons et tué des familles entières dans un assaut de trois jours à Zeitoun, un des plus gros quartiers de la ville. Ces bombardements incessants sur la zone ont commencé mardi et pourraient même provoquer le déplacement forcé d'environ un million d'habitants de cette zone, la plus densément peuplée de la bande de Gaza, en violation totale du droit international. D'après le dernier bilan officiel du ministre de la Santé de l'enclave palestinienne, la guerre génocidaire menée par Israël a déjà provoqué la mort d'au moins 61776 citoyens palestiniens dans la bande de Gaza, et plus de 154000 blessés. 54 personnes ont été tuées dans les dernières 24 heures.

date créée

2025/08/14